

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	55	25

N° de la séance : 58

Objet de la délibération : Direction du Patrimoine - Gestion du complexe aquatique Nautipolis - Concession de service public - Avenant n°2

<ul style="list-style-type: none">■ Original■ Expédition certifiée conforme à l'original <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>
--

N° Enregistrement : CC.2020.289

Date de la convocation : Le 15/12/2020
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du 22 DEC. 2020
de la réception s/Préfecture en date du 22 DEC. 2020
Pour le Président, La Responsable de Service

Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 décembre 2020

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Paul ARNAUD, Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur HUGUES,

Par délibération n°CC.2016.177 du 19 décembre 2016, le Conseil Communautaire a approuvé à l'unanimité, après avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 décembre 2016, le principe d'une délégation de service public (DSP), au sens des dispositions des articles L.1411-1 et suivants du C.G.C.T. pour la prise en charge d'une gestion globale du complexe aquatique communautaire NAUTIPOLIS.

Par délibération n°CC.2017.153 en date du 18 décembre 2017, le Conseil Communautaire a approuvé le choix de la société SAS ACTION DEVELOPPEMENT LOISIR / ADL - Espace RECREA pour assurer l'exploitation du complexe aquatique communautaire NAUTIPOLIS dans le cadre du contrat de concession. Le contrat a, par la suite, été transféré à la Société dédiée, la SNC « Nautipolis ».

Le contrat de concession de service public a été signé le 20 décembre 2017, et a pris effet le 4 janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2027.

Par délibération n° CC.2020.093 en date du 27 juillet 2020, le Conseil Communautaire a approuvé un avenant n° 1 au contrat de concession, qui a eu pour objet :

- De faire état des travaux non effectués par la C.A.S.A. au regard de l'Annexe 3 du contrat de concession ;
- De transférer la charge du Plan Prévisionnel de Renouvellement sur le Concessionnaire et d'en tirer les conséquences notamment financières pour ce dernier ;
- D'acter l'indexation des tarifs pour l'année 2020 à compter de septembre 2020.

Devant la propagation du virus SARS-CoV-2, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19. En application de cette dernière, l'article 8 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, a imposé la fermeture au public jusqu'au 15 avril 2020 des établissements recevant du public de type X, catégorie à laquelle appartient le centre aquatique NAUTIPOLIS.

Par la suite, deux autres décrets ont de nouveau prolongé les fermetures du site Nautipolis au public à savoir le décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 et le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020, et ce, jusqu'au 2 juin 2020.

La fermeture du site a été maintenue également pendant la période du 2 juin 2020 au 1er septembre 2020 en raison des prévisions de très faible fréquentation, résultat du dispositif de télétravail dans le secteur.

Par ailleurs, dans un contexte d'intensification de l'épidémie de SARS-CoV 2, dit de « *deuxième vague* », par Décret n°2020-157 en date du 14 octobre 2020, l'état d'urgence sanitaire a de nouveau été proclamé sur le territoire National.

Le gouvernement a donc pris pour l'application de ce texte, un Décret n°2020-1262 en date du 16 octobre 2020, laissant la possibilité aux Préfets de Départements de proscrire l'ouverture au public des établissements de type X notamment, sauf pour les groupes scolaires et périscolaires et les activités sportives participant à la formation universitaire ; toute activité à destination exclusive des mineurs ; les sportifs professionnels et de haut niveau ; les activités physiques des personnes munies d'une prescription médicale ou présentant un handicap reconnu par la maison départementale des personnes handicapées ; les formations continues ou des entraînements obligatoires pour le maintien des compétences professionnelles ; les épreuves de concours ou d'examens [...].

Aussi, par Arrêté Préfectoral n°2020-769 en date du 24 octobre 2020, le Préfet des Alpes-Maritimes a interdit l'ouverture au public des établissements de type X, dont fait partie NAUTIPOLIS, sauf activités prévues ci-avant par le décret susvisé.

La diminution drastique de la fréquentation et des recettes correspondantes par rapport aux prévisions réalisées lors de l'élaboration du contrat, étant la conséquence directe de la crise sanitaire et des mesures de fermeture de ce type d'établissement prises par les autorités, elle se trouve être la cause directe des difficultés financières imprévisibles rencontrées par le Concessionnaire dans la poursuite de l'exécution du contrat.

Par conséquent, devant ce déficit d'exploitation découlant directement de la crise sanitaire, événement imprévisible par l'une ou l'autre des parties au contrat de concession, et ayant entraîné un bouleversement temporaire dans l'équilibre économique contractuel, il a été convenu entre les parties d'établir un avenant n°2.

Ce dernier vise à déterminer les modifications apparues nécessaires pour la poursuite d'une bonne exécution contractuelle, malgré les impacts de la crise sanitaire liée à l'épidémie de SARS-CoV II.

Compte tenu de ce qui précède et en application des articles suivants du Code de la Commande Publique :

L.6 (...)

3° Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité ;

R.3135-5 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir. (...)

Il est proposé un avenant n°2 au contrat de concession, ayant pour objet :

- de prévoir le versement échelonné d'une indemnité selon le Compte d'Exploitation joint en Annexe à l'Avenant 2 ;
- de proroger la durée de la concession afin de rétablir l'équilibre économique du contrat ;
- de modifier les dispositions relatives à l'Article 28 correspondant à « la Tarification - Evolution des tarifs » consistant au maintien de la grille tarifaire des scolaires jusqu'à la fin de la Délégation de Service Public ;
- de modifier les dispositions relatives à l'Article 7 et 29 concernant la Redevance d'Occupation du Domaine Public.

Il est donc proposé au conseil communautaire :

- d'approuver l'avenant n°2 au contrat de concession de service public du complexe aquatique, conclu avec le Concessionnaire la SNC Nautipolis, ainsi que les incidences financières qui en découlent, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser le Président à signer ledit avenant, ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver l'avenant n°2 au contrat de concession de service public du complexe aquatique, conclu avec le Concessionnaire la SNC Nautipolis, ainsi que les incidences financières qui en découlent, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser le Président à signer ledit avenant, ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 décembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de GRASSE

Avenant n°2 à la Concession de service public pour la gestion du complexe aquatique Nautipolis

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération du Conseil Communautaire n°en date du 21 décembre 2020

Ci-après dénommée « Le Concédant »

D'une part,

ET

La **Société ACTION DEVELOPPEMENT LOISIR**, au nom commercial « ESPACE RECREA », S.A.S. au capital de 1.000.000 €, immatriculée au RCS de Caen sous le numéro 488 530 759, dont le siège social est situé 18 rue Martin Luther King 14280 ST CONTEST, représentée par sa Présidente, la S.A.S. GROUPE RECREA, elle-même représentée par son Président, Gilles SERGENT.

Pour le compte de sa filiale, la SNC NAUTIPOLIS, immatriculée au RCS de Nice sous le numéro 538 027 806, spécialement dédiée à l'exploitation du présent contrat et qui reprendra à son compte les droits et obligations en découlant dès sa signature par la société ACTION DEVELOPPEMENT LOISIR.

Ci-après dénommée « Le Concessionnaire »,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit

Préambule :

Par délibération n°CC.2016.177 en date du 19 décembre 2016, le Conseil Communautaire a approuvé le recours à la délégation de service public unique pour l'ensemble du Complexe Aquatique.

Par délibération n°2017.153 en date du 18 décembre 2017, le Conseil Communautaire a approuvé le choix de la société ACTION DEVELOPPEMENT ESPACE RECEA comme délégataire du service public du complexe aquatique. En effet, la C.A.S.A. a décidé de confier la gestion du complexe aquatique Nautipolis à la Société ACTION DEVELOPPEMENT LOISIR par un contrat de concession de service public signé le 20 décembre 2017 qui a pris effet à compter du 4 janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2027 minuit.

Le contrat a, par la suite, été transféré à la Société dédiée, la SNC « Nautipolis ».

Par délibération n° CC.2020.093 en date du 27 juillet 2020, le Conseil Communautaire a approuvé un avenant n° 1 au contrat de concession, qui a eu pour objet :

- De faire état des travaux non effectués par la C.A.S.A. au regard de l'Annexe 3 du contrat de concession;
- De transférer la charge du Plan Prévisionnel de Renouvellement sur le Concessionnaire et d'en tirer les conséquences notamment financières pour ce dernier ;
- D'acter l'indexation des tarifs pour l'année 2020 à compter de septembre 2020.

Devant la propagation du virus SARS-CoV-2, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19. En application de cette dernière l'article 8 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, ont imposé la fermeture au public jusqu'au 15 avril 2020 des établissements recevant du public de type X, catégorie à laquelle appartient le centre aquatique NAUTIPOLIS.

Par la suite, deux autres décrets ont de nouveau prolongé les fermetures du site Nautipolis au public à savoir le décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 et le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020, et ce, jusqu'au 2 juin 2020.

La fermeture du site a été maintenue également pendant la période du 2 juin 2020 au 1^{er} septembre 2020 en raison des prévisions de très faible fréquentation résultat du dispositif de télétravail dans le secteur.

Par ailleurs, dans un contexte d'intensification de l'épidémie de SARS-CoV 2, dit de « deuxième vague », par Décret n°2020-157 en date du 14 octobre 2020, l'état d'urgence sanitaire a de nouveau été proclamé sur le territoire National.

Le gouvernement a donc pris pour l'application de ce texte, un Décret n°2020-1262 en date du 16 octobre 2020, laissant la possibilité aux Préfets de Départements de proscrire l'ouverture au public des établissements de type X notamment, sauf pour les groupes scolaires et périscolaires et les activités sportives participant à la formation universitaire ; toute activité à destination exclusive des mineurs ; les sportifs professionnels et de haut niveau ; les activités physiques des personnes munies d'une prescription médicale ou présentant un handicap reconnu par la maison départementale des personnes handicapées ; les formations continues ou des entraînements obligatoires pour le maintien des compétences professionnelles ; les épreuves de concours ou d'examens [...].

Aussi, par Arrêté Préfectoral n°2020-769 en date du 24 octobre 2020, le Préfet des Alpes-Maritimes a interdit l'ouverture au public des établissements de type X, dont fait partie NAUTIPOLIS, sauf activités prévues ci-avant par le décret susvisé.

La diminution drastique de la fréquentation et des recettes correspondantes par rapport aux prévisions réalisées lors de l'élaboration du contrat, étant la conséquence directe de la crise sanitaire et des mesures de fermeture de ce type d'établissement prises par les autorités, elle se trouve être la cause directe des difficultés financières imprévisibles rencontrées par le Concessionnaire dans la poursuite de l'exécution du contrat.

Par conséquent et devant un déficit d'exploitation étant la conséquence directe de la pandémie COVID 19, autrement dit d'un événement imprévisible, indépendant de l'action du Concessionnaire et ayant entraîné un bouleversement temporaire de l'économie du contrat, il a été convenu entre les parties d'établir un avenant visant à déterminer les modifications du contrat apparues nécessaires afin notamment de tirer les conséquences de la pandémie sur la poursuite de l'exécution du contrat.

Compte tenu de ce qui précède et en application des articles suivants du Code de la Commande Publique :

L6 (...)

3° Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité ;

R.3135-5

Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir.(...)

Il est proposé de prévoir un avenant n°2 au contrat ayant pour objet de tirer les conséquences de la crise sanitaire en intégrant les modifications dans l'exécution de ce dernier qui sont apparues nécessaires notamment l'adaptation des conditions financières par le versement d'une indemnité d'imprévision, la modification du calendrier concernant le paiement de la RODP et la prolongation de la durée du contrat. Les modifications envisagées dans le présent avenant sur le fondement de l'article R3135-5 sont établies dans les limites fixées par les articles R3135-3 et R 3135-4.

Article 1 : Objet de l'avenant 2

L'objet de cet avenant est donc :

- De prévoir le versement échelonné d'une indemnité d'imprévision selon le Compte d'Exploitation joint en Annexe ;
- De proroger la durée de la concession afin de rétablir l'équilibre économique du contrat ;
- De modifier les dispositions relatives à l'Article 28 correspondant à « la Tarification - Evolution des tarifs » consistant au maintien de la grille tarifaire des scolaires jusqu'à l'échéance du contrat de concession ;
- De modifier les dispositions relatives à l'Article 7 et 29 relatif à la Redevance d'Occupation du Domaine Public.

Article 1.1. Indemnité d'imprévision

En application de l'article 6 point 6 de l'Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 :

6° Lorsque, sans que la concession soit suspendue, le concédant est conduit à modifier significativement les modalités d'exécution prévues au contrat, le concessionnaire a droit à une indemnité destinée à compenser le surcoût qui résulte de l'exécution, même partielle, du service ou des travaux, lorsque la poursuite de l'exécution de la concession impose la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du concessionnaire ;

Au cas présent, le Concessionnaire, tout en subissant les fermetures du site au public, décidées par mesures réglementaires, a continué l'exploitation du complexe, en assurant l'entretien, la maintenance des installations, de même que la poursuite de certains travaux, et ce, dans le but de permettre une ouverture rapide dès la fin de la période d'urgence sanitaire.

L'exploitation ainsi assurée dans des conditions de fréquentation dégradées ou bien, pour certaines périodes, en l'absence de toute fréquentation, a entraîné des pertes substantielles de recettes commerciales, voire la disparition des recettes perçues sur les usagers, ne pouvant que dégrader temporairement l'équilibre financier du contrat et les conditions de son exécution. En l'espèce et au regard, d'une part, de la causalité directe entre l'évènement imprévisible que constitue la crise sanitaire et les difficultés subies par le Concessionnaire et, d'autre part, des éléments fournis par le cocontractant justifiant l'existence d'une charge manifestement excessive au regard de sa situation financière et permettant un calcul transparent et vérifiable de la compensation, le Concédant a pris la décision de verser une indemnité d'imprévision pour les déficits subis au cours de cette période d'un montant de 700 000€ devant être versé selon le calendrier défini à l'Article 2 du présent.

Celle-ci couvre la période allant du 16 mars 2020 au 20 janvier 2021. La période de réouverture est prévue au 20 janvier 2021 sous réserve de mesure gouvernementale à venir.

Cette indemnité ne vient qu'en compensation de la part de déficit liée aux circonstances de la pandémie. Au cas présent, la diminution de la fréquentation, voire l'absence totale de fréquentation, en raison des décisions de fermeture du site a impacté la vie du contrat pendant de nombreux mois et constitue l'unique cause des déficits d'exploitation éprouvés par le Concessionnaire.

Article 1.2. La modification de la durée de la concession

Compte tenu des conditions économiques résultant de l'absence de fréquentation du complexe et des difficultés financières rencontrées par le Concessionnaire durant l'exécution du contrat pendant la crise sanitaire, il est proposé de proroger le contrat de concession d'une durée supplémentaire d'un an. Cet allongement de la durée d'exécution n'étant pas susceptible d'entraîner une modification substantielle du contrat de concession, il a exclusivement pour objectif de rétablir l'équilibre financier de ce dernier temporairement bouleversé par les conséquences de la crise sanitaire.

Dans ces conditions, l'article 4.2 du contrat intitulé « Article 4.2 Durée et entrée en vigueur de la Concession » conclu entre les parties est modifié comme suit :

4.2. Durée et entrée en vigueur de la Concession

Le présent Contrat prend effet à compter au 4 janvier 2018 date à laquelle un PV contenant l'état des lieux contradictoire sera réalisé.

La durée de la Concession est déterminée en prenant en compte l'amortissement des travaux réalisés par le Concessionnaire le cas échéant.

La fin de cette concession est fixée au 31/12/2028 minuit.

Article 1.3. Les dispositions relatives à l'Article 28 relatif à la Tarification - Evolution des tarifs

Il est proposé de modifier l'article 28 du contrat intitulé « Article 28 relatif à la Tarification Evolution des tarifs » conclu entre les parties est modifié comme suit :

Article 28. Tarification – évolution des tarifs

La grille tarifaire est jointe en Annexe VII, elle est mise en place à compter du 1^{er} septembre 2018, jusqu'à cette date la grille tarifaire en vigueur au moment de la signature du contrat reste applicable.

Les tarifs des autres activités annexes génératrices de recettes (bar, vente de boissons, produits alimentaires, droit de publicité visuelle et sonore, droits de photographie, vente d'articles de sports, insignes, ...) feront l'objet d'une information du Concédant.

Les tarifs incluent la T.V.A. au taux légal en vigueur.

Les tarifs sont indexés en application de la formule suivante :

K = coefficient de révision

Valeur $_n$ = tarification ou valeur des derniers indices définitifs connus et/ou publiés à la date d'actualisation

Valeur $_0$ = tarification ou valeur des derniers indices définitifs connus et/ou publiés au 1^{er} mai 2017

$$K = 0,03 + 0,04 E_n/E_0 + 0,06 EI_n/EI_0 + 0,02 G_n/G_0 + 0,50 S_n/S_0 + 0,35 FSD3_n/FSD3_0$$

Dans laquelle :

Paramètres	Intitulé	Dernière valeur connue (1 ^{er} mai 2017)
Eau (E)	Prix de l'eau sur la commune de Valbonne	<ul style="list-style-type: none"> Distribution (D) : 1,65 € HT/m³ Assainissement (A) : 2,23 € HT/m³ Taxes (T) : 13 790 € HT/an dont E se décompose comme suit : $0,42 A_n/A_0 + 0,44 D_n/D_0 + 0,14 T_n/T_0$
Electricité (EI)	Indice 001771242 Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - CPF 35.11 et 35.14 - Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA - Réf. 100 en 2010 - (FM0D35111403)	<ul style="list-style-type: none"> Consommation (C) : 109,8 (au 01/05/17) CSPE : 7,50 € HT/MWh dont EI se décompose comme suit : $0,90 C_n/C_0 + 0,10 CSPE_n/CSPE_0$
Gaz (G)	Indice 001653969 Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - CPF 35.23 - Commerce du gaz aux entreprises consommatrices finales - Base 2010 - (FM0D352302)	<ul style="list-style-type: none"> Consommation (C) : 100,9 (au 01/05/17) TICGN : 5,88 € HT/MWh Abonnement (A) : 12 547 € HT/an dont G se décompose comme suit : $0,64 C_n/C_0 + 0,16 TICGN_n/TICGN_0 + 0,20 A_n/A_0$
Salaires (S)	Indice 001567451 Indice des salaires mensuels de base par activité - Arts, spectacles et activités récréatives - NAF	115,1 (au 01/04/17)

	<i>rév. 2 - Niveau A38 - Poste RZ - Base 100 4ème trim 2008</i>	
<i>Frais et Services Divers (FSD3)</i>	<i>PSDNR3 - Frais et services divers - modèle de référence n°3 - Indice de remplacement du PSDD, calculé une seule fois à la 1ère publication des indices le constituant, et non réactualisé aux publications suivantes</i>	123,1 (au 01/05/17)

La révision des tarifs est soumise à l'approbation du Concédant sur proposition du Concessionnaire. La révision des tarifs des scolaires ne s'applique pas jusqu'à l'échéance du contrat de concession. Le Concessionnaire transmet sa proposition détaillée d'évolution tarifaire au plus tard le 1^{er} mai de chaque année sur la base de la valeur connue au 1^{er} janvier, accompagnée de l'ensemble des éléments justificatifs et ceci pour la première fois le 1^{er} mai 2019.

Dans le but de favoriser le développement de l'activité du complexe aquatique, tout en veillant au strict respect des dispositions contractuelles, l'autorité concédante accorde au concessionnaire la possibilité de réaliser des actions de promotion portant sur des offres de réductions tarifaires. Celles-ci porteront sur les activités hors restauration et devront être limitées à 6 campagnes promotionnelles par an d'une durée de 15 jours maximum chacune.

Le Concessionnaire s'engage à veiller au respect de l'image du complexe aquatique et de l'autorité concédante ; cette dernière se réserve le droit de demander l'arrêt immédiat d'une action commerciale si elle la juge préjudiciable notamment à son image ou à celle de Nautipolis, ou contraire à la moralité et aux bonnes mœurs.

Le Concessionnaire devra communiquer au Concédant le visuel envisagé avant toute action de promotion.

Ces campagnes se font intégralement aux risques et périls du concessionnaire.

Les nouveaux tarifs sont approuvés par le Concédant avant le 31 juillet de l'année concernée ; si l'envoi est fait par le concessionnaire avant le 1^{er} juin de la même année. Les tarifs révisés seront mis en œuvre à compter du 1^{er} septembre de l'année concernée.

La formule d'indexation s'entend sur la globalité des tarifs rapportée aux quantités afin de tenir compte de la diversité des formules proposées et de la diversité des usagers étant précisé que cette indexation sera considérée comme parfaitement respectée lorsque son application à l'ensemble des tarifs aux usagers rapportée à l'ensemble des fréquentations respecte celle-ci.

Les tarifs TTC qui résultent de la révision seront arrondis aux 0,10 € supérieurs lorsque la deuxième décimale sera égale ou supérieure à 5, et aux 0,10 € inférieurs dans les autres cas.

Le Concessionnaire peut néanmoins décider de ne pas appliquer d'indexation à tout ou partie des tarifs ou de n'appliquer que partiellement l'indexation résultant de l'application du présent article. Le Concessionnaire n'a droit à aucune indemnisation au titre des conséquences de sa décision de non-indexation ou d'indexation partielle. Toutefois, en cas de refus d'approbation total ou partiel de l'application de la formule d'indexation à la grille tarifaire par le fait d'une décision du Concédant, ce dernier pouvant décider l'augmentation de certains tarifs pour compenser le maintien d'autres dans le cadre de l'application à l'ensemble des tarifs aux usagers rapportée à l'ensemble des fréquentations

précitée, celui-ci verse au Concessionnaire la différence entre le taux d'évolution des tarifs proposé par le Concessionnaire et le taux d'évolution des tarifs en vigueur ou homologués par le Concédant appliqué au volume réel des ventes de titres réalisées.

En cas de disparition d'un indice, les Parties se rapprochent pour choisir ensemble un indice de substitution dans le mois suivant l'information de cette disparition.

Tout tarif envisagé par le Concessionnaire pour une nouvelle activité ou une nouvelle catégorie de public nécessite l'approbation du Concédant.

Article 1.4. Les dispositions relatives à l'Article 7.1 relatif à Travaux réalisés par le Concédant et à l'Article 29. Redevance d'occupation du domaine public.

En sus des mesures prévues par les dispositions de l'Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 autorisant une suspension du versement des redevances dues par le Concessionnaire et en vue de permettre une adaptation des conditions financières du contrat de concession permettant le retour à l'équilibre financier, il est proposé de modifier l'article 8 du contrat intitulé « Article 7.1 relatif à Travaux réalisés par le Concédant » comme suit :

Article 7. Travaux réalisés par le Concédant

7.1. Travaux

Les travaux liés à la conception initiale du centre qui sont jugés nécessaires à un fonctionnement normal seront à la charge du Concédant, que ces travaux soient pris en charge ou non au titre des assurances liées à la garantie décennale ou à la dommage ouvrages. Il a également à sa charge des travaux qu'il s'engage à réaliser conformément aux annexes III et VI ainsi qu'un programme de gros entretien et renouvellement défini à l'annexe XII.

Dans le cas où le Concédant réaliserait, pendant la durée du présent contrat, les travaux d'extension du bassin extérieur tels que présentés à l'annexe XII, les modalités financières et techniques visées à ladite annexe s'appliqueront. Il est précisé que le Concessionnaire sera associé par le Concédant quant au choix notamment du matériel en fonction du projet d'exploitation prévisionnel fixé dans les annexes correspondantes. Au titre de ces travaux réalisés sur le bassin extérieur, une redevance annuelle d'un montant de 80 000 € HT par an (non soumise à indexation) sera versée par le Concessionnaire au Concédant. Cette somme sera due prorata temporis à compter du 1^{er} jour de la deuxième année qui suit l'ouverture du bassin au public après travaux. Pendant les travaux, les fluides liés à la construction du bassin nordique extérieur seront pris en charge par le Concédant à leur coût justifié à l'euro l'euro.

Il est proposé de modifier l'article 29 du contrat intitulé « Article 29 relatif Redevance d'occupation du domaine public » conclu entre les parties est modifié comme suit :

Article 29. Redevance d'occupation du domaine public

⇒ Il est rappelé que les **articles du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) relatifs aux redevances d'occupation du domaine sont les articles L. 2125-1, L. 2125-3 et L.2125-4 lesquels stipulent que :**

- article L. 2125-1 : « Toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 donne lieu au paiement d'une redevance ... ».

- *article L. 2125-3 : « La redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation ».*

- *article L. 2125-4 : « La redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public par le bénéficiaire d'une autorisation est payable d'avance et annuellement. Toutefois, le bénéficiaire peut, à raison du montant et du mode de détermination de la redevance :*

1° Etre admis à se libérer par le versement d'acomptes ;

2° Etre tenu de se libérer par le versement de la redevance due soit pour toute la durée de l'autorisation si cette durée n'excède pas cinq ans, soit pour une période quinquennale dans le cas contraire ... ».

Dans ce cadre, et compte tenu des avantages procurés au Concessionnaire par la concession, le Concessionnaire verse au Concédant, une redevance d'occupation du domaine public fixée sur la durée du contrat à 120.000 € qui sera appelée chaque année à compter de l'année 3 du présent contrat à hauteur de 15.000 € Hors Taxes, TVA éventuellement en sus au taux en vigueur selon la réglementation applicable.

Au titre de ces travaux réalisés sur le bassin extérieur, une redevance annuelle d'un montant de 80 000 € HT par an (non soumise à indexation) sera versée par le Concessionnaire au Concédant. Cette somme sera due prorata temporis à compter du 1^{er} jour de la deuxième année qui suit l'ouverture du bassin au public après travaux.

Article 2. Compte d'exploitation prévisionnel

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel du Concessionnaire est modifié afin de prendre en compte :

- Le montant de l'indemnité prévue à l'article 1.1 du présent avenant ;
- L'indemnité d'imprévision pour les déficits subis d'un montant de 700 000€ devant être versé selon le calendrier défini ci-après :

Année concernée	Montant de m'indemnité
2020	200 000€
2021	200 000€
2022	100 000€
2023	100 000€
2024	100 000€

- Cette indemnité sera facturée par le Concessionnaire annuellement.
- La prorogation de la durée de la concession prévue à l'article 1.2 du présent.

Le Compte d'exploitation prévisionnel modifié est annexé au présent avenant (Annexe 1).

Article 4. Date d'effet de l'avenant n°2 et autres clauses

Le présent avenant n°2 prendra effet à la date de notification par la Collectivité au Concessionnaire, sous réserve d'enregistrement des services du contrôle de légalité.

Toutes les autres clauses et conditions générales du contrat de concession et de l'avenant n°2 demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires à celles contenues dans le présent avenant lesquelles prévalent en cas de contestation.

Le Concessionnaire renonce à toute réserve, réclamation ou demande d'indemnités dont le fait générateur serait antérieur à la date du présent avenant.

Article 5. Annexes

Les documents suivants sont annexés

Annexe 1 - Compte d'exploitation prévisionnel

Annexe 2 - Le planning prévisionnel de la construction du bassin extérieur

Fait en deux exemplaires à Valbonne, le

**Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président,**

Pour la SNC Nautipolis

Le Président,

M. Jean LEONETTI

Gilles SERGENT

Avenant 2 COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL - CASA - Nautipolis

Ce Compte d'Exploitation Prévisionnel a été établi sur la base des investissements à réaliser par la CASA, conformément à l'annexe 3 et à l'annexe 6 du contrat.

RECETTES TTC (valeur mai 2017, en € constants)	4 janvier 2018 - 31 décembre 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Moyenne
A. RECETTES COMMERCIALES												
Entrées	1 009 220	1 070 659	1 108 837	1 114 619	1 120 458	1 120 458	1 120 458	1 120 458	1 120 458	1 120 458	1 120 458	1 102 608
Entrées à l'espace aquatique	813 544	829 294	832 280	835 295	838 341	838 341	838 341	838 341	838 341	838 341	838 341	834 046
Entrées à l'espace aquatique + bien-être	195 676	241 365	276 558	279 323	282 117	282 117	282 117	282 117	282 117	282 117	282 117	268 562
Pass-activités	375 350	379 104	382 895	386 723	390 591	390 591	390 591	390 591	390 591	390 591	390 591	386 762
Abonnements	872 500	983 679	991 940	1 000 283	1 008 710	1 008 710	1 008 710	1 008 710	1 008 710	1 008 710	1 008 710	990 066
Connect +	-	81 000	99 630	125 534	125 534	125 534	125 534	125 534	125 534	125 534	125 534	105 937
Restauration	547 000	547 000	547 000	547 000	547 000	547 000	547 000	547 000	547 000	547 000	547 000	547 000
Bistro	465 000	465 000	465 000	465 000	465 000	465 000	465 000	465 000	465 000	465 000	465 000	465 000
Snack	82 000	82 000	82 000	82 000	82 000	82 000	82 000	82 000	82 000	82 000	82 000	82 000
Recettes annexes	176 000	181 000	181 000	181 000	181 000	181 000	181 000	181 000	181 000	181 000	181 000	180 500
Boutique	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000
Distributeurs	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Locations (salle de réunion, salle de cours collectifs, espace bien-être...)	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000
sous-total recettes commerciales TTC	2 980 070	3 242 442	3 311 302	3 355 159	3 373 292	3 373 292	3 373 292	3 373 292	3 373 292	3 373 292	3 373 292	3 312 873
Sous total recettes commerciales HT	2 521 801	2 740 444	2 797 827	2 834 375	2 849 486	2 849 486	2 849 486	2 849 486	2 849 486	2 849 486	2 849 486	2 799 136
B. RECETTES DE SERVICE PUBLIC												
Scolaires du 1er degré de la CASA	37 260	37 260	37 260	37 260	37 260	37 260	37 260	37 260	37 260	37 260	37 260	37 260
Scolaires du 2nd degré de la CASA	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000
Clubs et associations sportives	58 110	58 110	58 110	58 110	58 110	58 110	58 110	58 110	58 110	58 110	58 110	58 110
sous-total recettes de service public TTC	128 370	128 370	128 370	128 370	128 370	128 370	128 370	128 370	128 370	128 370	128 370	128 370
Sous total recettes de service public HT	106 975	106 975	106 975	106 975	106 975	106 975	106 975	106 975	106 975	106 975	106 975	106 975
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES HT	2 628 776	2 847 419	2 904 802	2 941 350	2 956 461	2 956 461	2 956 461	2 956 461	2 956 461	2 956 461	2 956 461	2 906 111
CHARGES HT (valeur mai 2017, en € constants)	4 janvier 2018 - 31 décembre 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Moyenne
Achats matières première boutique	72 222	72 222	72 222	72 222	72 222	72 222	72 222	72 222	72 222	72 222	72 222	72 222
Achats matières première restaurant	175 040	175 040	175 040	175 040	175 040	175 040	175 040	175 040	175 040	175 040	175 040	175 040
Fluides	387 671	356 928	356 928	356 928	356 928	356 928	356 928	356 928	356 928	356 928	356 928	360 003
Eau	135 470	135 470	135 470	135 470	135 470	135 470	135 470	135 470	135 470	135 470	135 470	135 470
Electricité	182 113	182 113	182 113	182 113	182 113	182 113	182 113	182 113	182 113	182 113	182 113	182 113
Gaz	70 088	70 088	70 088	70 088	70 088	70 088	70 088	70 088	70 088	70 088	70 088	70 088
Maintenance de niveau 1 à 3 des installations techniques	193 216	193 216	193 216	193 216	193 216	193 216	193 216	193 216	193 216	193 216	193 216	193 216
Main d'œuvre et pièces	136 927	136 927	136 927	136 927	136 927	136 927	136 927	136 927	136 927	136 927	136 927	136 927
Produits de traitement d'eau des bassins	28 304	28 304	28 304	28 304	28 304	28 304	28 304	28 304	28 304	28 304	28 304	28 304
Analyses ARS des eaux de bassins	21 000	21 000	21 000	21 000	21 000	21 000	21 000	21 000	21 000	21 000	21 000	21 000
Analyses légionnelle	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Analyses d'air	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Contrôles réglementaires gaz - edf - extincteurs - système de sécurité - désenfumage	4 585	4 585	4 585	4 585	4 585	4 585	4 585	4 585	4 585	4 585	4 585	4 585
Contrats de maintenance	36 235	33 235	36 235	33 235	36 235	33 235	36 235	33 235	36 235	33 235	36 235	34 735
Maintenance de niveaux 1 à 3 sur le matériel d'exploitation, aménagements intérieurs, etc.	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Sous-traitance nettoyage	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000
Entretien espaces verts et extérieurs	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Sécurité et Médiation	75 000	37 200	37 200	37 200	37 200	37 200	37 200	37 200	37 200	37 200	37 200	40 980
Frais de personnel	1 330 321	1 400 673	1 437 458	1 454 458	1 472 458	1 487 458	1 487 458	1 487 458	1 487 458	1 487 458	1 487 460	1 453 266
CICE*	53 214	53 214	53 214	53 214	53 214	53 214	53 214	53 214	53 214	53 214	53 214	53 214
Prestataires extérieurs (cours de fitness)	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Dépacements	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000
Impôts et taxes (hors taxe foncière)	11 127	11 513	11 629	11 461	11 600	11 429	11 404	11 378	11 353	11 327	11 327	11 422
CVAE	8 727	9 113	9 229	9 200	9 061	9 029	9 004	8 978	8 953	8 927	8 927	9 022
CFE - refacturation à l'€ l'€	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TEOM - refacturation à l'€ l'€	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SACEM & SPRF	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400
Autres taxes (TLPE) - refacturation à l'€ l'€	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurances (RC + risques locatifs)	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000
Promotion-Communication	44 100	44 100	44 100	44 100	44 100	44 100	44 100	44 100	44 100	44 100	44 100	44 100
Autres charges	58 955	60 057	60 347	60 531	60 607	60 607	60 607	60 607	60 607	60 607	60 607	60 353
Frais de structure	73 845	84 845	86 845	86 845	86 845	86 845	86 845	86 845	86 845	86 845	86 845	85 345
Honoraires liés à la création et à la gestion de la société dédiée (experts comptables, CAC...)	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800
Frais liés à la caution bancaire	1 455	1 455	1 455	1 455	1 455	1 455	1 455	1 455	1 455	1 455	1 455	1 455
Licence concept "Connect +"	-	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	3 600
Location du matériel	-	19 000	19 000	19 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	26 000	26 000	19 300
Retrocession prescription médicale	-	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	3 600
Rémunération fermière	56 183	104 034	105 033	126 153	137 304	114 032	113 906	119 780	119 654	77 086	77 086	107 317
Redevance	-	-	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	12 000
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION HT	2 647 958	2 734 105	2 792 294	2 827 569	2 862 657	2 851 354	2 854 202	2 857 051	2 859 899	2 818 308	2 818 308	2 810 540
EBE	-	113 314	112 509	113 781	93 804	105 107	102 259	99 410	96 562	138 153	138 153	95 572
GER (installations techniques, matériel d'exploitation) - provision transparente	-	-	5 000	10 000	15 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	11 500
GER Avenant 1 modif article 25.7	-	-	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	-
Dotations aux amortissements	62 920	96 360	94 360	94 360	73 110	72 110	72 110	72 110	72 110	116 550	116 550	82 610
Frais de financement des investissements	6 000	16 954	13 148	9 421	5 694	15 997	13 149	10 300	7 452	4 604	4 604	10 272
TOTAL CHARGES d'INVESTISSEMENT HT	68 920	113 314	154 508	155 781	135 804	147 107	144 259	141 410	138 562	180 154	180 154	137 982
Compensation exceptionnelle pour sécurité	94 282											94 282
Avenant 2 Indemnité			200 000	200 000	100 000	100 000	100 000					140 000
Compensation pour non réalisation des travaux de séparation du réseau d'eau	-	30 743	30 743	30 743	30 743	30 743	30 743	30 743	30 743	30 743	30 743	27 669
Compensation relatif transfert de la charge du Plan Prévisionnel de Renouveau	-	-	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	33 600

* sur la base d'un CICE à 6% de la masse salariale

2022																																							
AOUT				SEPTEMBRE					OCTOBRE				NOVEMBRE				DECEMBRE				JANVIER				FEVRIER				MARS			AVRIL		MAI					
S31	S32	S33	S34	S35	S36	S37	S38	S39	S40	S41	S42	S43	S44	S45	S46	S47	S48	S49	S50	S51	S52	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15	S16	S17	
				01/09/2021																																			
																																			</				

Compte d'exploitation Gestion - Reconstitution de l'impact COVID

NAUTIPOLIS		Impact COVID Ouverture				
		Prévisionnel 09 2020	Prévisionnel 10 2020	Prévisionnel 11 2020	Prévisionnel 12 2020	Cumul ouverture
Total produits d'exploitation	CA Prestations Usagers	135 356	116 357	122 194	113 527	487 435
	CA boutique	4 289	5 649	5 769	5 384	21 092
	CA Restauration	16 981	28 043	29 131	25 177	99 331
	CA Recettes Accessoires	1 130	2 187	2 333	2 333	7 983
	Prestation facturée	0	0	0	0	0
	Redevance subdélégation	0	0	0	0	0
	Subvention Perte Exploit	0	0	0	0	0
Total produits d'exploitation		157 756	152 236	159 427	146 421	615 840
Total charges d'exploitation	Conso Boutique	-3 589	-3 846	-3 846	-3 589	-14 870
	Conso Restauration	-5 943	-11 719	-11 719	-10 128	-39 509
	P1 Fluides	-29 618	-29 618	-29 618	-29 618	-118 471
	Coût Maintenance Entretien	-33 805	-30 805	-30 805	-30 555	-125 970
	Coûts salariaux	-96 178	-95 023	-94 009	-94 009	-379 218
	Cours extérieurs	0	0	0	0	0
	Promotion/Communication	-6 589	-6 589	-6 589	-6 589	-26 357
	Impôts et taxes	-2 029	-2 029	-2 029	-2 029	-8 116
	Frais généraux	-8 765	-8 765	-8 765	-8 765	-35 060
	Fournitures d'ouverture	-125	-125	-125	-125	-500
	Redevance collectivité	-1 250	-1 250	-1 250	-1 250	-5 000
	Frais de démarrage	0	0	0	0	0
	Dotation aux Amortissements	-9 103	-9 103	-9 103	-9 103	-36 412
	Clients Douteux	-416	-416	-416	-416	-1 664
	R.Financier	0	0	0	0	0
	Exceptionnels	0	0	0	0	0
	Frais de Structure	-6 671	-6 671	-6 671	-6 671	-26 684
	Participation salariés	0	0	0	0	0
	Intéressement Collectivités	0	0	0	0	0
	Rémunération fermière	-532	-532	-532	-532	-2 127
Total charges d'exploitation		-204 613	-206 490	-205 476	-203 378	-819 958
Compensation collectivité	Compensation versée	2 500	2 500	2 500	2 500	10 000
Compensation collectivité		2 500	2 500	2 500	2 500	10 000
Déficit période COVID		-44 357	-51 754	-43 549	-54 457	-194 118

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/12/2020
Numéro : CC_2020_289
Nature : DE - Deliberations
Objet : Gestion du complexe aquatique Nautipolis - Concession de service public - Avenant n.2
Matière : 3.5 - Autres actes de gestion du domaine public

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : azk7M4I

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC_2020_289-DE

Acte reçu

Date : 21/12/2020
Numéro interne : CC_2020_289
Code nature : 1
Code matière 1 : 3
Code matière 2 : 5
Objet : Gestion du complexe aquatique Nautipolis - Concession de service public - Avenant n.2
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201221-CC_2020_289-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 4
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_289-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_289-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_289-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_289-DE-1-1_5.PDF

N